ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre, Adjoint aux Finances, le 12 mai 1964, d'une demande d'avis sur un projet de loi modifiant :

1° l'arrêté royal n° 254 du 12 mars 1936 unifiant le régime des pensions des veuves et des orphelins du personnel civil de l'Etat et du personnel assimilé;

2° l'arrêté royal n° 255 du 12 mars 1936 unifiant le régime des pensions des veuves et orphelins des membres de l'armée et de la gendarmerie ,

a donné le 1er juin 1964 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 12e mei 1964 door de Minister, Adjunct voor Financiën, verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet tot wijziging van :

1° het koninklijk besluit nr 254 van 12 maart 1936 waarbij eenheid wordt gebracht in het regime van de pensioenen der weduwen en wezen van het burgerlijk Staatspersoneel en het daarmede gelijkgesteld personeel;

2° het koninklijk besluit nr 255 van 12 maart 1936 tot eenmaking van het pensioenregime voor de weduwen en wezen der leden van het leger en van de Rijkswacht ,

heeft de 1e juni 1964 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION GENERALE.

L'exposé des motifs indique clairement la portée du projet; celui-ci appelle quelques observations de forme.

\+

\+ +

A l'article 1er, 1°, du projet, il est proposé de substituer aux mots "dans la métropole ou dans la colonie" les mots "en Belgique ou dans les territoires qui ont été soumis à la souveraineté ou à l'administration de la Belgique".

Les modifications apportées à l'article 1er consistent à y prévoir le décès consécutif à un accident survenu sur le chemin du travail. Si l'intention du Gouvernement est d'assimiler complètement les accidents survenus sur le chemin du travail aux accidents de travail, l'article 8, alinéa 2,de l'arrêté royal n° 254 du 12 mars 1936 devrait être également modifié; le Conseil d'Etat propose un texte à cet effet (article 3).

L'article 1er, 3°, du projet prévoit que : "la femme divorcée aux torts exclusifs du mari, même si le divorce est prononcé par application de l'article 310 du Code civil, conserve ses titres à la pension, acquis au moment du divorce, mais à la condition de n'avoir pas contracté un nouveau mariage avant le décès de son ex-époux".

.../...

Il est normal que le texte s'inspire ainsi, comme il est dit dans l'exposé des motifs, des modifications apportées à l'article 310 par la loi du 20 juillet 1962, qui a élargi les conditions de la conversion de la séparation de corps en divorce.

En revanche, la référence à un divorce "aux torts exclusifs du mari" (texte de l'article 3, § 2, alinéa 2, de l'arrêté royal n° 254 du 12 mars 1936 et article 1er, 3°, du projet) n'est pas tout à fait correcte. Il n'existe point de compensation des torts en matière de divorce. L'action de l'épouse, demanderesse en divorce, est, selon les justifications de la cause, déclarée fondée ou non fondée. Mais il se peut que nonobstant la reconnaissance du fondement de la demande formée par la femme, son mari, soit par action principale, soit reconventionnellement (Code civil, article 251), fasse admettre aussi le divorce à son profit à lui. C'est cette éventualité sans doute qu'implicitement le projet envisage lorsqu'il règle, en cette matière, les effets d'un divorce prononcé aux torts exclusifs du mari.

L'article 1er, 3°, du projet pourrait dès lors être rédigé plus précisément comme suit :

"3° L'article 3, § 2, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante :

"Cependant la femme au profit de laquelle le divorce a été admis, même s'il a été prononcé par application de l'article 310 du Code civil, conserve ses droits à la pension acquis au moment du divorce.

.../...

La femme divorcée perd le bénéfice de ces droits dans les cas suivants :

1° en cas de convol avant le décès de son ex-époux et à partir de la date de ce convol;

2° dans le cas où le divorce est aussi prononcé à ses torts".

La même observation doit être faite à propos de l'article 2, 4°, du projet et l'article 3, § 2, alinéa 2, de l'arrêté royal n° 255 du 12 mars 1936 serait dès lors rédigé selon le texte proposé pour l'article 3, § 2, alinéa 2, de l'arrêté royal nº 254 du 12 mars 1936.

\+

\+ +

PROJET DE LOI MODIFIANT :

1° L'ARRETE ROYAL N° 254 DU 12 MARS 1936 UNIFIANT LE REGIME DES PENSIONS DES VEUVES ET DES ORPHELINS DU PERSONNEL CIVIL DE L'ETAT ET DU PERSONNEL ASSIMILE;

2° L'ARRETE ROYAL N° 255 DU 12 MARS 1936 UNIFIANT LE REGIME DES PENSIONS DES VEUVES ET ORPHELINS DES MEMBRES DE L'ARMEE ET DE LA GENDARMERIE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de Notre Ministre, Adjoint aux Finances,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre, Adjoint aux Finances, est chargé de présenter en Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

.../...

CHAPITRE PREMIER. - MODIFICATIONS A L'ARRETE ROYAL N° 254 DU 12 MARS 1936 UNIFIANT LE REGIME DES PENSIONS DES VEUVES ET DES ORPHELINS DU PERSONNEL CIVIL DE L'ETAT ET DU PERSONNEL ASSIMILE.

Article 1er.-

A l'article 1er de l'arrêté royal n° 254 du 12 mars 1936 unifiant le régime des pensions des veuves et des orphelins du personnel civil de l'Etat et du personnel assimilé, modifié par la loi du 30 avril 1958, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

"Toutefois, le droit à la pension de survie est acquis quelle que soit la durée des services et du mariage, si le décès de l'époux est la conséquence d'un accident survenu sur le chemin du travail, ou s'il a été causé par des blessures reçues ou des accidents éprouvés dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de fonctions en Belgique ou dans les territoires qui étaient soumis à la souveraineté ou à l'administration de la Belgique";

2° l'article 1er est complété par la disposition suivante : "... (comme à l'article 1er, 2°, du projet)...".

Article 2.-

L'article 3, § 2, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"... (voir observation générale) ... ".

.../...

Article 3.-

L'article 8, alinéa 2, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Lorsque le décès de l'époux est la conséquence d'un accident survenu sur le chemin du travail ou s'il a été causé par des blessures reçues ou des accidents éprouvés dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de fonctions en Belgique ou dans les territoires qui étaient soumis à la souveraineté ou à l'administration de la Belgique, la pension est calculée sur la base du dernier traitement à raison de 33 p.c. pour les vingt premières années ou pour toutes les années si leur nombre total est inférieur à vingt et de 1 p.c. supplémentaire pour chacune des années au-delà de vingt".

Article 4.-

Un article 11bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

"... (comme à l'article 1er, 4°, du projet) ... ".

Article 5.-

L'article 15 du même arrêté est complété par la disposition suivante :

"... (comme à l'article 1er, 5°, du projet, sauf à remplacer les mots "régime des pensions des ouvriers ou des employés de la sécurité sociale" par les mots "régime des pensions des ouvriers ou des employés soumis à la sécurité sociale)... ".

.../...

CHAPITRE II. - MODIFICATIONS A L'ARRETE ROYAL N° 255 DU 12 MARS 1936 UNIFIANT LE REGIME DES PENSIONS DES VEUVES ET ORPHELINS DES MEMBRES DE L'ARMEE ET DE LA GENDARMERIE.

Article 6.-

L'article 1er, alinéa 4, de l'arrêté royal n° 255 du 12 mars 1936 unifiant le régime des pensions des veuves et orphelins des membres de l'armée et de la gendarmerie, modifié par la loi du 30 avril 1958, est remplacé par la disposition suivante :

... (comme à l'article 2, 1°, du projet) ...

Article 7.-

A l'article 2 du même arrêté, modifié par la loi du 30 avril 1958, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1er est remplacé par la disposition suivante :

"Par dérogation à l'article 1er, alinéa 1er, le droit à la pension de survie est acquis, quelle que soit la durée du mariage et des services rémunérés par un traitement ou un salaire, si le décès de l'époux est la conséquence d'un accident survenu sur le chemin du travail, ou s'il a été causé par des blessures reçues ou des accidents survenus en service commandé en Belgique ou dans les territoires qui étaient soumis à la souveraineté ou à l'administration de la Belgique";

2° l'article 2 est complété par la disposition suivante :

"... (comme à l'article 2, 3°, du projet) ...".

.../...

Article 8.-

L'article 3, § 2, alinéa 2, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

... (voir observation générale)...

Article 9.-

Un article 12bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

"Article 12bis. ... (comme à l'article 2, 5°, du projet)...

Article 10.-

L'article 15 du même arrêté est complété par la disposition suivante :

"§ 3. ... (comme à l'article 2, 6°, du projet, sauf à remplacer les mots "de la sécurité sociale" par les mots "soumis à la sécurité sociale")... ".

CHAPITRE III. - DISPOSITIONS FINALES.

Article 11.-

... (comme à l'article 3 du projet, sauf à remplacer les mots "l'article 1er" par les mots "le chapitre Ier") ...

Article 12.-

... (comme à l'article 4 du projet, sauf à omettre les mots "à partir du 1er janvier 1964")...

.../...

Article 13.-

La présente loi entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel elle aura été publiée au Moniteur belge, à l'exception des articles 4 et 11 qui produisent leurs effets le 1er juin 1958, et de l'article 12 qui produit ses effets le 1er janvier 1964.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre, Adjoint aux Finances,

ALGEMENE OPMERKING.

De strekking van het ontwerp blijkt duidelijk uit de memorie van toelichting. Over de vorm ervan zijn een aantal opmerkingen te maken.

\+

\+ +

In artikel 1, 1°, van het ontwerp vervange men de woorden "in het moederland of in de kolonie" door "in België of in gebieden die onder Belgiës soevereiniteit of beheer stonden".

De in artikel 1 aangebrachte wijzigingen bedoelen rekening te houden met het overlijden ten gevolge van een ongeval op de weg naar of van het werk. Wil de Regering die ongevallen volledig met arbeidsongevallen gelijkstellen, dan moet ook artikel 8, tweede lid, van het koninklijk besluit nr 254 van 12 maart 1936 worden gewijzigd. De Raad van State stelt te dien einde een tekst voor (artikel 3).

Artikel 1, 3°, van het ontwerp bepaalt : "De uitsluitend ten nadele van de man uit de echt gescheiden vrouw, zelfs indien de echtscheiding werd uitgesproken bij toepassing van artikel 310 van het Burgerlijk Wetboek, behoudt nochtans haar aanspraak op pensioen verkregen op het tijdstip van de echtscheiding, maar dan onder voorwaarde dat zij vóór het overlijden van haar gewezen echtgenoot geen nieuw huwelijk heeft aangegaan".

.../...

Het is normaal dat de tekst, zoals de memorie van toelichting zegt, rekening houdt met de wijzigingen, die in artikel 310 zijn aangebracht door de wet van 20 juli 1962, die de voorwaarden voor omzetting van scheiding van tafel en bed in echtscheiding heeft verruimd.

Daarentegen is de verwijzing naar echtscheiding "uitsluitend ten nadele van de man" (tekst van artikel 3, § 2, tweede lid, van het koninklijk besluit nr 254 van 12 maart 1936, artikel 1, 3°, van het ontwerp) niet volkomen juist. In echtscheidingszaken wordt de wederzijdse schuld niet vergeleken. De vordering van de vrouw die de echtscheiding eist, wordt, naar gelang van de bewijzen, gegrond of ongegrond verklaard. Maar ook al wordt haar eis als gegrond erkend, dan nog kan het gebeuren dat haar man, hetzij door een hoofdvordering, hetzij door een tegenvordering (Burgerlijk Wetboek, artikel 251) de echtscheiding ook te zijnen voordele doet toestaan. Ongetwijfeld doelt het ontwerp stilzwijgend daarop, waar het in deze aangelegenheid de gevolgen van een uitsluitend ten nadele van de man uitgesproken echtscheiding regelt.

Artikel 1, 3°, van het ontwerp ware dan ook nauwkeuriger als volgt te lezen :

"3° Artikel 3, § 2, tweede lid, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De vrouw in wier voordeel de echtscheiding is toegestaan, zelfs indien deze is uitgesproken op grond van artikel 310 van het Burgerlijk Wetboek, behoudt nochtans haar op het tijdstip van de echtscheiding verkregen recht op pensioen.

.../...

De uit de echt gescheiden vrouw verliest dat recht in de volgende gevallen :

1° ingeval zij vóór het overlijden van haar vroegere echtgenoot hertrouwt en vanaf de dag dat het nieuwe huwelijk is aangegaan;

2° ingeval de echtscheiding ook te haren nadele is uitgesproken".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 2, 4°, van het ontwerp; artikel 3, § 2, tweede lid, van het koninklijk besluit nr 255 van 12 maart 1936 zou derhalve worden geredigeerd overeenkomstig de tekst voorgesteld voor artikel 3, § 2, tweede lid, van het koninklijk besluit nr 254 van 12 maart 1936.

\+

\+ +

ONTWERP VAN WET TOT WIJZIGING VAN :

1° HET KONINKLIJK BESLUIT NR 254 VAN 12 MAART 1936 WAARBIJ EENHEID WORDT GEBRACHT IN HET REGIME VAN DE PENSIOENEN DER WEDUWEN EN WEZEN VAN HET BURGERLIJK STAATSPERSONEEL EN HET DAARMEDE GELIJKGESTELD PERSONEEL;

2° HET KONINKLIJK BESLUIT NR 255 VAN 12 MAART 1936 TOT EENMAKING VAN HET PENSIOENREGIME VOOR DE WEDUWEN EN WEZEN DER LEDEN VAN HET LEGER EN VAN DE RIJKSWACHT.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën en van Onze Minister, Adjunct voor Financiën,

.../...

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister, Adjunct voor Financiën, is gelast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

HOOFDSTUK I. - WIJZIGINGEN IN HET KONINKLIJK BESLUIT NR 254 VAN 12 MAART 1936 WAARBIJ EENHEID WORDT GEBRACHT IN HET REGIME VAN DE PENSIOENEN DER WEDUWEN EN WEZEN VAN HET BURGERLIJK STAATSPERSONEEL EN HET DAARMEDE GELIJKGESTELD PERSONEEL.

Artikel 1.-

In artikel 1 van het koninklijk besluit nr 254 van 12 maart 1936 waarbij eenheid wordt gebracht in het regime van de pensioenen der weduwen en wezen van het burgerlijk Staatspersoneel en het daarmede gelijkgesteld personeel, gewijzigd bij de wet van 30 april 1958, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Het recht op overlevingspensioen is echter, ongeacht de duur van de diensten en van het huwelijk, verkregen indien het overlijden van de echtgenoot het gevolg is van een ongeval op de weg naar of van het werk, dan wel van een verwonding of ongeval tijdens of naar aanleiding van de uitoefening van een ambt in België of in gebieden die onder Belgiës soevereiniteit of beheer stonden" ;

.../...

2° artikel 1 wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"Als ongeval op de weg naar of van het werk wordt aangemerkt het ongeval, dat aanleiding zou geven tot toepassing van de bepalingen betreffende de vergoeding van schade voortspruitend uit ongevallen overkomen op de weg naar en van het werk, indien het slachtoffer aan het stelsel van de maatschappelijke zekerheid onderworpen was geweest".

Artikel 2.-

Artikel 3, § 2, van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"... (zie algemene opmerking) ...".

Artikel 3.-

Artikel 8, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Wanneer het overlijden van de echtgenoot het gevolg is van een ongeval op de weg naar of van het werk, dan wel van een verwonding of ongeval tijdens of naar aanleiding van de uitoefening van een ambt

.../...

in België of in gebieden die onder Belgiës soevereiniteit of beheer stonden, wordt het pensioen berekend op basis van de laatste wedde, naar rata van 33 t.h. voor de eerste twintig jaar, of voor alle jaren wanneer hun totaal geen twintig bereikt, en van 1 t.h. méér voor elk jaar boven de twintig".

Artikel 4.-

In hetzelfde besluit wordt een artikel 11bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Het eventueel overeenkomstig artikel 11 verminderde en uit hoofde van de kinderen verhoogde weduwenpensioen mag niet lager zijn dan het wezenpensioen waarop de kinderen aanspraak zouden kunnen maken indien hun moeder geen recht op pensioen had.

Telkens als een van de kinderen ophoudt recht te geven op een verhoging, wordt het aldus gewaarborgde bedrag verminderd tot het bedrag van het pensioen waarop de andere kinderen aanspraak zouden kunnen maken".

.../...

Artikel 5.-

Artikel 15 van hetzelfde besluit wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"Het wezenpensioen wordt in voorkomend geval verminderd met het bedrag van het overlevingspensioen dat door de pensioenregeling voor arbeiders of bedienden die aan de sociale zekerheid onderworpen zijn, aan de moeder of aan de voogdes wordt toegekend uit hoofde van de diensten, die voor het vaststellen van het wezenpensioen in aanmerking werden genomen".

HOOFDSTUK II.- WIJZIGINGEN IN HET KONINKLIJK BESLUIT NR 255 VAN 12 MAART 1936 TOT EENMAKING VAN HET PENSIOENREGIME VOOR DE WEDUWEN EN WEZEN DER LEDEN VAN HET LEGER EN VAN DE RIJKSWACHT.

Artikel 6.-

Artikel 1, vierde lid, van het koninklijk besluit nr 255 van 12 maart 1936 tot eenmaking van het pensioenregime voor de weduwen en wezen der leden van het leger en van de Rijkswacht, gewijzigd bij de wet van 30 april 1958, wordt door de volgende bepaling vervangen :

... (zoals in artikel 2, 1°, van het ontwerp) ...

.../...

Artikel 7.-

In artikel 2 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de wet van 30 april 1958, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt door de volgende bepaling ververvangen :

"In afwijking van artikel 1, eerste lid, is het recht op overlevingspensioen, ongeacht de duur van het huwelijk en van de met wedde of loon bezoldigde diensten, verkregen indien het overlijden van de echtgenoot het gevolg is van een ongeval op de weg naar of van het werk, dan wel van een verwonding of ongeval in bevolen dienst, in België of in gebieden die onder Belgiës soevereiniteit **of beheer** stonden";

2° artikel 2 wordt met de volgende bepaling aangevuld :

...(zoals in artikel 2, 3°, van het ontwerp, maar overeenkomstig artikel 1, 2°, van de in dit advies voorgestelde tekst) ...

Artikel 8.-

Artikel 3, § 2, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

... (zie algemene opmerking) ...

Artikel 9.-

In hetzelfde besluit wordt een artikel 12bis ingevoegd, luidend als volgt :

.../...

"Artikel 12bis.- ... (zoals in artikel 2, 5°, van het ontwerp, maar overeenkomstig artikel 4 van de in dit advies voorgestelde tekst) ...

Artikel 10.-

Artikel 15 van hetzelfde besluit wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"§ 3. ... (zoals in artikel 2, 6°, van het ontwerp, maar overeenkomstig artikel 5 van de in dit advies voorgestelde tekst) ...".

HOOFDSTUK III.- SLOTBEPALINGEN.

Artikel 11.-

De Koning brengt in het koninklijk besluit van 1 juli 1937 houdende de statuten van de Rijkswerkliedenkas de wijzigingen aan die overeenstemmen met die welke hoofdstuk I van deze wet heeft aangebracht in het koninklijk besluit nr 254 van 12 maart 1936.

Artikel 12.-

... (zoals in artikel 4 van het ontwerp, maar de woorden "wordt van 1 januari 1964 af ingetrokken" vervange men door "wordt opgeheven") ...

.../...

Artikel 13.-

Deze wet treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die waarin zij in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt, met uitzondering van de artikelen 4 en 11, die uitwerking hebben op 1 juni 1958, en van artikel 12, dat uitwerking heeft op 1 januari 1964.

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister, Adjunct voor Financiën,

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,

G. HOLOYE, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN,

Ch.VAN REEPINGHEN, assesseurs de la section de législation,
J. DE MEYER,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.

De kamer was samengesteld uit

de Heren : eerste voorzitter,

raadsheren van State,

bijzitters van de afdeling wetgeving,

adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. E. DEBRA, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. E. DEBRA, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G. DE LEUZE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J. SUETENS.